

Chiffrement : les États-Unis accentuent la pression sur Facebook

« Une sécurité renforcée dans le monde virtuel ne devrait pas nous rendre plus vulnérables dans le monde physique. »

Cette déclaration figure dans une [lettre ouverte](#) adressée ce 3 octobre 2019 à Facebook et à son patron Mark Zuckerberg.

Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie en sont signataires. Ils invitent le réseau social à n'implémenter le chiffrement de bout en bout sur ses services de messagerie que sous certaines conditions. En particulier, permettre aux autorités d'accéder, dans le cadre d'enquêtes criminelles, au contenu de communications.

Cette demande intervient en parallèle du [premier accord bilatéral](#) entériné sous le régime du [CLOUD Act](#). Londres et Washington se sont engagés, par ce biais, à simplifier les processus de réquisition de données par les autorités répressives.

La réaction de Mark Zuckerberg ne s'est pas fait attendre. Le dirigeant s'est exprimé à l'occasion d'une session de questions-réponses avec ses employés, diffusée en direct. Il reconnaît l'obstacle que peut représenter le chiffrement. Mais croit en la capacité de Facebook de répondre aux demandes des autorités par d'autres biais. À commencer par ses outils automatisés déjà exploités entre autres pour lutter contre les ingérences en périodes électorales.

L'administration Trump n'en a pas à sa première injonction contre Facebook dans le domaine. Elle est, en particulier, allée [devant les tribunaux](#) pour contraindre la multinationale à lui ouvrir des communications vocales menées *via* Messenger.

La loi américaine impose aux (câblo-)opérateurs et aux fournisseurs de services VoIP de se conformer aux requêtes des autorités fédérales en matière d'interception d'appels. Mais les applications non intégrées à une infrastructure télécoms existante évoluent dans un flou juridique.

Photo d'illustration © Kentoh – Shutterstock.com